



# Slow Food® Europe

SLOW FOOD EUROPE - MANIFESTE POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES 2019

## L'EUROPE QUE NOUS VOULONS ✓

Les prochaines élections européennes donneront le la de l'avenir européen. Ces dernières années, l'unité des Européens et nos valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, d'autorité de la loi et des droits de la personne ont été mises à rude épreuve. Nous sommes fondamentalement convaincus de l'importance d'une Europe unie et inclusive. Alors que tant d'Européens et d'Européennes manifestent ensemble contre le réchauffement climatique, nous vous demandons, candidats au Parlement européen, de défendre l'alimentation durable et l'agriculture, ces catalyseurs d'une unité, d'une solidarité plus fortes et d'un avenir plus juste et plus sain.

### Ne pas transiger sur les valeurs clés de la démocratie européenne

Nous, Slow Food Europe, croyons qu'une alimentation bonne, propre et juste est un droit universel. La production, la distribution et la consommation alimentaire ne peuvent pas entrer en conflit avec le droit des générations futures à profiter d'un environnement sain.

Nous rejetons toute forme d'exclusion politique, économique et sociale mettant hors la loi les individus migrant en raison de conflits, de violences, de discriminations, d'évictions, de pauvreté ou de catastrophes naturelles. Nous nous opposons à toute pensée ou action privant de leurs droits les éléments les plus faibles de la population. La diversité est notre plus grande richesse en tant qu'êtres humains et en tant que communauté, qu'elle soit génétique, culturelle, linguistique, générationnelle, sexuelle ou religieuse.

### Les faits sont éloquentes :

- En 2016, *9,1 % de la population européenne n'avait pas les moyens de s'offrir un repas de qualité* tous les jours.
- Les maladies chroniques (souvent liées à l'alimentation) représentent *70 % à 80 % des dépenses de santé* au sein de l'UE.
- Entre 2003 et 2013, *plus d'une ferme sur quatre a disparu* en Europe.
- En 2010, *presque la moitié (48 %) des exploitants agricoles avaient plus de 55 ans*.
- Des *conditions de travail abusives* perdurent aujourd'hui encore en Europe et dans le monde.
- À l'échelle mondiale, le système alimentaire industriel contribue à *30 % des émissions de gaz à effet de serre (GES)*.
- Au cours du siècle dernier, *75 % de la biodiversité génétique végétale a disparu* en raison de l'abandon des variétés locales au profit de variétés génétiquement uniformes et au rendement supérieur.
- Pas moins de *45 % des terres agricoles européennes ont perdu une part significative de matière organique*, notamment de l'humus et des micro-organismes.
- *20 % de la nourriture produite au sein de l'UE est jetée ou gâchée* chaque année.
- L'UE importe annuellement près de 22 millions de tonnes de graines et de tourteaux de soja, principalement des pays d'Amérique du Sud, où *déforestation, évictions, empoisonnement aux pesticides et entorses aux droits de la personne* sont rapportés dans les zones de culture d'export intensive.

### Les solutions sont à portée de main. Nous vous demandons de :

#### Ne pas légiférer dans la demi-mesure : soutenez la transition vers une Politique alimentaire commune

- *Mettre fin aux objectifs politiques contradictoires et aux inefficacités coûteuses*, afin d'enrayer le réchauffement climatique, stopper la perte de biodiversité, refréner l'obésité et rendre l'agriculture, la pêche et la production alimentaire viables pour les générations futures.
- *Impliquer des partenaires plus nombreux* en déplaçant le débat, non pas sur l'agriculture seule (et d'autres champs politiques sectoriels), mais sur l'alimentation plus généralement.
- Raviver la participation publique à l'élaboration des lois, reconnecter les citoyens au projet européen et *réclamer des politiques publiques servant le bien commun*.
- *Renouer avec les citoyens* et relancer la démocratie européenne en leur donnant la parole sur ce qui les touche le plus, à commencer par ce qu'ils mettent dans leurs assiettes.
- Tout en soutenant la transition vers une Politique alimentaire commune, *assurer que les autres politiques ne freinent pas le processus*, à commencer par la Politique agricole commune.

### Atteindre une Politique agricole commune bonne, propre et juste.

- *Assurer l'attribution d'argent public aux biens publics* : seuls les systèmes agroécologiques produisant de la nourriture pour la consommation humaine et animale et contribuant à la durabilité socioculturelle, économique et environnementale de leurs exploitations et régions devraient recevoir un soutien financier.
- *Réajuster la charge administrative en l'adaptant aux réalités des exploitations*.

- *Diversifier la communauté agricole* : faciliter l'installation de nouveaux exploitants, jeunes et femmes, en allégeant les démarches administratives et en proposant des incitations.
- *Soutenir les zones reculées* : envisager des plans de réhabilitation et de développement efficaces des infrastructures dans les zones rurales et isolées, prioriser la connectivité, la qualité de vie et de meilleures opportunités, via des processus participatifs de développement local.

### Combattre le réchauffement climatique

- *Mettre l'alimentation et les systèmes agricoles au cœur des débats* : ils jouent un rôle clé dans le combat contre le réchauffement climatique.
- *Revoir les objectifs climatiques pour y inclure le potentiel d'atténuation apporté par l'élevage* : les objectifs doivent déterminer quel rôle la réduction de bétail intensif et la transition vers une agriculture plus durable peuvent jouer dans les contributions déterminées au niveau national.
- *Promouvoir la mise en place d'un objectif de réduction du gaspillage alimentaire contraignant à l'échelle de l'Union*, de la production agricole à la consommation (de la fourche à la fourchette).

### Promouvoir la biodiversité

- *Assurer que la sélection conventionnelle des plantes et animaux ne puisse faire l'objet de brevetage* : repenser la loi européenne sur le brevetage des biotechnologies et de la sélection des plantes et édicter des lois claires excluant le brevetage de la sélection traditionnelle, du matériel génétique, des animaux, des plantes et des aliments qui en sont dérivés.
- Soutenir l'application de la décision de la Cour européenne de justice de 2018, clarifiant que les *nouvelles techniques d'ingénierie génétique tombent sous la loi européenne sur les OGM*.
- Faire respecter les résolutions d'octobre 2016 et octobre 2017 du Parlement européen *contre l'autorisation par la Commission des organismes génétiquement modifiés (OGM)* et concernant les efforts pour faciliter l'interdiction des cultures OGM par les États membres, en accord avec l'objectif de protéger la biodiversité, la nature et les sols.
- *Soutenir le développement d'un cadre légal contraignant, couvrant les principales menaces pesant sur les sols, incluant la perte de biodiversité*, l'érosion, le déclin de la matière organique et la contamination ; intégrer les objectifs de développement durable de l'ONU relatifs aux sols dans les politiques européennes.

### Protéger les écosystèmes marins

- Promouvoir la *gouvernance inclusive des mers et océans*.
- Assurer que les *délais d'éradication de la surpêche fixés à 2020* soient respectés.
- Assurer l'*application totale de l'article 17* de la Politique commune de la pêche pour encourager des pratiques durables.
- *Soutenir l'interdiction européenne sur le plastique à usage unique* à compter de 2021 pour protéger les écosystèmes marins.
- *Promouvoir les ressources génétiques marines comme héritage commun de l'humanité*. Promouvoir la participation inclusive de tous les états dans les négociations internationales et clarifier le régime légal autour de l'accès et du partage des bénéfices des ressources génétiques marines.

### Imposer le respect des êtres vivants et de l'environnement à l'échelle mondiale.

- *Soutenir la mise en place d'un traité contraignant des Nations unies* visant à punir les groupes transnationaux coupables de violations des droits humains et mettre fin à leur impunité.
- Assurer que les lois européennes *protègent l'obligation pour les grands groupes de respecter les droits humains et l'environnement dans leurs opérations à l'échelle mondiale*.
- *Assurer que le principe de cohérence des politiques au service du développement soit totalement mis en œuvre*, en minimisant les contradictions et en créant des synergies entre les différentes politiques européennes pour en faire bénéficier les pays en développement et augmenter l'efficacité de la coopération au développement.

## Ferez-vous le nécessaire pour un avenir durable en Europe ?

Slow Food est un mouvement alimentaire impliquant des citoyens, des agriculteurs, des pêcheurs, des artisans du goût et des militants de tous les États membres de l'UE et de plus de 160 pays du monde, défendant le droit à une alimentation bonne, propre et juste, pour tous.

